

Dans la continuité de la démarche Plan Climat énergie Territorial mis en place fin 2009 sur le bassin de Bourg en Bresse (Cap 3B), dont la commune de Confrançon fait partie, en vue de lutter contre le changement climatique, et en lien avec les engagements nationaux, européens et mondiaux (Loi de Transition énergétique du 17 août 2015 ; conférence mondiale sur le climat de décembre 2015), Cap 3B a souhaité relever le défi de la transition énergétique en devenant un **Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte**.



Cette démarche consiste à mettre en œuvre des actions et à rassembler les acteurs locaux autour d'objectifs ambitieux : Réduire les consommations d'énergie de 50% d'ici 2050 **et développer au maximum les énergies renouvelables** afin de viser un équilibre énergétique.

Cap 3B, ses collectivités membres dont la commune de Confrançon et ses partenaires ont bâti collectivement un **projet TEPOS** s'appuyant sur 3 axes prioritaires et sur les objectifs suivants :

- 21% de la consommation énergétique d'ici 2030
- 50% de la consommation énergétique d'ici 2050
- **20% de la consommation énergétique couverte par les énergies renouvelables d'ici 2030.**

Il y a donc lieu de faire évoluer le PLU de Confrançon afin de permettre l'implantation d'ouvrages d'intérêt collectif permettant la production d'énergie d'origine renouvelable afin d'atteindre les objectifs de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte et ainsi apporter une continuité à la convention signée entre le Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer et la commune de Confrançon pour le programme des « Territoires à Energie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV) » en décembre 2016.

Un territoire à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV)¹ est un territoire d'excellence de la transition énergétique et écologique. La collectivité s'engage à réduire les besoins en énergie de ses habitants, des constructions, des activités économiques, des transports, des loisirs. Elle propose un programme global pour un nouveau modèle de développement, plus sobre et plus économe.

Six domaines d'action sont prioritaires dans ces territoires

- **La réduction de la consommation d'énergie** : par notamment des travaux d'isolation des bâtiments publics, l'extinction de l'éclairage public après une certaine heure...
- **La diminution des pollutions et le développement des transports propres** : par l'achat de voitures électriques, le développement des transports collectifs et du covoiturage...
- **Le développement des énergies renouvelables** : avec par exemple la pose de panneaux photovoltaïques sur les équipements publics, l'implantation de parc éolien sur la commune...
- **La préservation de la biodiversité** : par la suppression des pesticides pour l'entretien des jardins publics, le développement de l'agriculture et de la nature en ville....
- **La lutte contre le gaspillage et la réduction des déchets** : avec la suppression définitive des sacs plastique, des actions pour un meilleur recyclage et diffusion des circuits courts pour l'alimentation des cantines scolaires....

¹source : Ministère de la transition écologique et solidaire

- **L'éducation à l'environnement** : en favorisant la sensibilisation dans les écoles, l'information des habitants...

Le terme « croissance verte » se réfère au potentiel de levier pour l'économie et l'emploi représenté par un tel programme. En effet, le ministère de l'Environnement met en avant le fait que les territoires à énergie positive créent **des emplois non délocalisables** dans les domaines du bâtiment, des déchets, des énergies renouvelables, des économies d'énergie, avec par exemples :

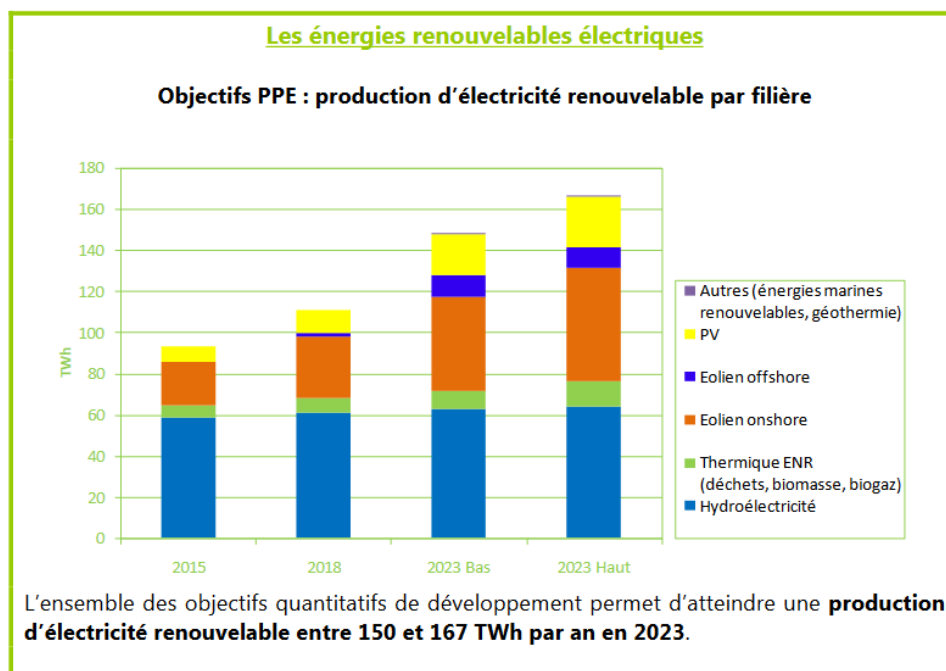
- ✓ Des artisans du bâtiment pour effectuer des travaux de rénovation ;
- ✓ Des chefs de chantier et des techniciens de maintenance pour la construction et l'entretien de parcs éoliens ; - des ambassadeurs du tri pour encourager les habitants aux bons gestes ;
- ✓ Tous les métiers du ramassage, du tri et du recyclage des déchets...

Pour rappel, la loi relative à la **transition énergétique pour la croissance verte** définit des objectifs ambitieux pour le **développement des énergies renouvelables** : augmenter la part des énergies renouvelables, qui était de près de 15% en 2014, à 23 % de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 32 % de cette consommation en 2030.

En 2030, les énergies renouvelables représenteront 40 % de la production d'électricité, 38 % de la consommation finale de chaleur, 15 % de la consommation finale de carburant et 10 % de la consommation de gaz.

La PPE fixe pour 2023 l'objectif d'une accélération significative du rythme de développement des énergies renouvelables, nous positionnant en capacité d'atteindre les objectifs de la loi pour 2030. En particulier, les objectifs de la PPE permettront :

- ✓ D'augmenter de plus de 70% la capacité installée des énergies renouvelables électriques par rapport à 2014 (41 GW) avec une capacité installée de 71 à 78 GW en 2023 ;
- ✓ D'augmenter de plus de 50% la production de chaleur renouvelable par rapport à 2014, avec une production de 19 millions de tep en 2023 ;
- ✓ D'atteindre une quantité de chaleur et de froid renouvelables et de récupération livrés par les réseaux de l'ordre de 1,9 à 2,3 Mtep en 2023.



¹source : Ministère de la transition écologique et solidaire